

CHINE

**Soixante militants du droit au logement
placés en détention en marge de la
réunion des Nations unies à Shanghai**

Index AI : ASA 17/042/2005

ÉFAI

Jeudi 1^{er} décembre 2005

COMMUNIQUÉ DE PRESSE

**Déclaration conjointe d'Amnesty
International, Human Rights Watch et
Realizing Rights**

Ce jeudi 1^{er} décembre au matin, devant l'Oriental Pearl à Shanghai, les forces de police ont interpellé une soixantaine de militants qui tentaient de remettre une lettre aux représentants des Nations unies prenant part au sommet du Pacte Mondial qui se tenait non loin de là. Une quarantaine seraient encore maintenus en détention au poste de police de Century Plaza, dans le quartier de Pudong, à Shanghai. Les vingt autres auraient été reconduits dans leurs districts par des agents de district locaux. Leur situation au regard de la loi demeure floue.

Parmi les participants au sommet du Pacte Mondial figuraient Irene Khan, secrétaire générale d'Amnesty International, Kenneth Roth, directeur exécutif de Human Rights Watch, et Mary Robinson, présidente de Realizing Rights: the Ethical Globalization Initiative et ancienne haut-commissaire aux droits de l'homme.

« Placer en détention des militants uniquement parce qu'ils ont tenté de remettre une lettre aux Nations unies constitue une violation de leur droit à exprimer pacifiquement leurs doléances. Ils doivent être libérés immédiatement et sans condition, ont fait valoir les trois représentants dans une déclaration conjointe. En outre, ces interpellations vont à l'encontre de l'esprit du sommet du Pacte Mondial, forum de discussion ouvert sur la promotion des droits humains, les droits du travail, la protection de l'environnement et d'autres questions intéressant les entreprises et les organisations non gouvernementales. »

Adressée à Kofi Annan, secrétaire général des Nations unies, cette lettre présentait semble-t-il les doléances des militants du droit au logement à Shanghai. Ils mentionnaient notamment les atteintes

aux droits humains qu'auraient commises les autorités locales et policières à leur rencontre, dont des mauvais traitements et des mesures de détention arbitraire et d'emprisonnement. Ils demandaient à Kofi Annan d'aborder ces problèmes directement avec les autorités centrales chinoises.

Ces arrestations s'inscrivent dans une politique gouvernementale d'interpellations ciblant les militants et les requérants qui cherchent à attirer l'attention sur diverses revendications : ils dénoncent notamment les évictions forcées et les saisies de terres opérées dans le cadre des réformes économiques en Chine.

**Pour en savoir plus, veuillez contacter
Mark Allison, au (+852) 9267 2116 à
Shanghai, ou Chine Chan, au
(+852) 9807 8340 à Hong Kong ●**

**Pour obtenir de plus amples
informations, veuillez contacter le Service
de presse d'Amnesty International à
Londres, au +44 20 7413 5566, ou consulter
le site <http://www.amnesty.org>**